



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota
En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito
Semaine du 6 juin 2024

Zoom sur: L'OCDE exhorte les pays de la zone LATAM à poursuivre leurs efforts en matière de transparence fiscale.

Ce mardi 11 juin, le ministre des Finances colombien, Ricardo Bonilla, a ordonné une réduction de 5,6 % des budgets de chaque ministère permettant d'économiser près de 20 milliards de pesos colombiens (COP), soit plus de 4,8 Md USD. Cette mesure vise à assainir les finances publiques du pays, confrontées à un manque significatif de liquidités, majoritairement en raison de faibles dépôts du Trésor auprès de la Banque Centrale et de la multiplication de prêts arrivant à échéance (échéances des titres du trésor TES (9 milliards USD), remboursement des bailleurs multilatéraux (650 millions USD)). Il y a quinze jours, le gouvernement avait déjà sollicité une augmentation du plafond de la dette pour pallier ce manque de liquidités.

Le budget alloué à l'investissement en 2024 était initialement de l'ordre de 12 Mds USD mais la coupe serait d'environ 700 M USD. William Camargo, le ministre des transports a expliqué que « certains investissements » verraient leur ressource gelée et leur réalisation reportée à l'année prochaine. Pour le moment, ce gel concernera les investissements de l'Agence Nationale d'Infrastructure (ANI) tels que les travaux pour Bogotá-Villavicencio mais seront épargnés les projets qui, en raison de démarrages tardifs, ne sont pas encore en cours d'exécution et n'ont pas obtenu de certificat de ressources. Mais également, comme l'avait les investissements dans les programmes sociaux du gouvernement national

les détails de ces réductions cette semaine, dans le cadre du Marco Fiscal de Mediano Plazo visant à stabiliser la situation budgétaire. Ces mesures interviennent en réponse à un recouvrement fiscal en deçà des attentes, entraînant un manque à gagner de 15 milliards de pesos, menaçant ainsi le financement intégral du budget. Luis Fernando Mejía de Fedesarrollo insiste sur la nécessité de mesures fiscales plus strictes pour éviter des déficits accrus. Ricardo Bonilla a également exposé ces enjeux lors de la 58e Convention bancaire, justifiant les coupes budgétaires nécessaires pour des raisons stratégiques. Ce contexte économique complexe coïncide avec plusieurs événements d'actualité, dont les accords bilatéraux entre les États-Unis et l'Ukraine, les défis rencontrés dans les ventes de Transmilenio, et l'impact des projets énergétiques comme le parc solaire à Coveñas. Ces éléments soulignent les efforts de la Colombie pour naviguer dans un environnement économique difficile tout en maintenant une discipline budgétaire stricte, cruciale pour assurer la stabilité financière à long terme.

En attendant le Marco Fiscal de Mediano Plazo (équivalent de la LOLF française) qui aura lieu ce vendredi matin, plusieurs experts anticipent que le gouvernement pourrait devoir réduire encore le budget pour respecter la règle budgétaire, en raison d'une baisse des objectifs de collecte des impôts. Corficolombiana estime qu'une nouvelle réduction de 12 milliards de dollars serait nécessaire. Les analystes soulignent que le déficit budgétaire ne devrait pas dépasser 5,3 % du PIB pour éviter une dégradation de la note de crédit du pays.

Bolivie

La compagnie aérienne nationale Boliviana de Aviación annonce des vols directs La Paz-Lima à partir de juillet.

Le directeur général de la compagnie aérienne, Ronald Casso, a annoncé qu'à partir du mois de juillet, Boliviana de Aviación (BoA) effectuera des vols directs de La Paz (Bolivie) à Lima (Pérou) trois fois par semaine, afin de faciliter le déplacement des passagers depuis le siège du gouvernement. Lima est l'une des huit routes internationales couvertes par la compagnie aérienne publique, qui dessert Buenos Aires (Argentine), Sao Paulo (Brésil), Lima (Pérou), Miami (États-Unis), Madrid (Espagne), Asunción (Paraguay), Caracas (Venezuela) et La Havane (Cuba). De même, le directeur de l'entreprise publique a indiqué qu'au cours des premiers mois de l'année, il y a eu une augmentation de 6,3 % sur le marché intérieur et que dans les prochaines semaines, la haute saison de l'aviation commencera en raison de l'arrivée de l'été en Europe, où l'on s'attend à un flux plus important de passagers. M. Casso a déclaré que 47 % des passagers qui quittent le pays le font par l'intermédiaire de la compagnie nationale et que le reste emprunte d'autres compagnies aériennes. Actuellement, la ligne La Paz-Lima est uniquement desservie par LATAM Airlines avec un vol nocturne tous les jours par semaine.

Le Président Arce en voyage officiel en Russie annonce des accords avec le groupe russe Uranium One pour produire des batteries au lithium.

Lors de sa visite en Russie, le président Luis Arce a annoncé que la Bolivie et Uranium One Group projettent de signer des accords pour produire des batteries au lithium à partir des réserves boliviennes. **La thématique du lithium a été abordée lors de la rencontre avec les autorités russes, dans le cadre de la réunion bilatérale avec le président Vladimir Poutine, au cours de laquelle il a été décidé de promouvoir une large coopération entre la Bolivie et la Russie.** En décembre 2023, Uranium One Group avait déjà signé un accord avec Yacimientos de Litio Bolivianos (YLB) pour

investir 450 M USD dans une usine pilote semi-industrielle utilisant la technologie d'extraction directe du lithium (EDL) dans le Salar d'Uyuni, à Potosí, avec une capacité de production pouvant atteindre 14 000 tonnes par an.

Colombie

L'indice de confiance des consommateurs (ICC) chute pour le 4^e mois consécutif en mai.

Le Centre de Recherche Economique et Social Fedesarrollo a présenté cette semaine les résultats d'une enquête portant sur la confiance des consommateurs. Celle-ci s'est encore détériorée en mai, l'ICC atteignant -14,1 % soit une baisse de 2,7 points de pourcentage par rapport au mois précédent. Cette baisse est attribuable à une diminution simultanée des indices de conditions économiques (-24,8 % en mai vs -21,2 % en avril) et de prévisions économiques (-7 % en mai vs 4,9 % en avril). **Même si la confiance des consommateurs a chuté à tous les niveaux socio-économiques, les couches supérieures ont démontré un pessimisme plus important, leur indice de confiance enregistrant un niveau de -46,2 % en mai.** Plusieurs villes ont subi des baisses de confiance, notamment Cali (-9,0 points), Medellín (-7,1 points), Bogotá (-1,1 points) et Barranquilla (-0,3 points), tandis que Bucaramanga a connu une hausse notable de 12,9 points.

Néanmoins, il convient de noter que l'ICC a augmenté de 9,1 points de pourcentage par rapport au T1 2023.

Le Gouvernement Petro interdit les exportations de charbon vers Israël.

Ce mardi, le président Gustavo Petro a justifié sa décision de suspendre les exportations de charbon vers Israël, en s'appuyant sur la législation de l'Organisation mondiale du commerce, qui permet de suspendre les exportations si le pays destinataire commet de graves violations des droits de l'homme. A cet égard, le président a émis un décret, en vigueur jusqu'à ce que les mesures provisoires de la Cour Internationale de Justice soit pleinement respectées. Cette décision vient violer un accord de libre-échange entre les deux pays, effectif depuis

2010 stipulant l'importation et l'exportation de marchandises ne peuvent être interdites ou restreintes.

Au cours des quatre premiers mois de l'année, les exportations colombiennes ont totalisé 15 707,4 millions de dollars américains, dont 0,6 % à destination d'Israël. **La suspension des exportations de charbon pourrait ainsi affecter les ressources provenant des impôts, des redevances et des contributions pour plus de 650 000 M USD.** Sur ce montant, au moins 100 000 M USD sont destinés aux régions de La Guajira et de Cesar.

L'inflation a stagné en mai, se maintenant à 7,16 %.

Après 13 mois de baisse consécutive, l'inflation se stabilise à 7,16 % en mai, soit le même niveau qu'en avril, alarmant sur une potentielle dégradation de la conjoncture économique du pays. **Après 13 mois de baisse consécutive, l'inflation se stabilise à 7,16 % en mai, soit le même niveau qu'en avril, alarmant sur une potentielle dégradation de la conjoncture économique du pays.** En glissement annuel, les augmentations de prix les plus marquées concernent les secteurs de l'éducation (11,42 %), la restauration et l'hôtellerie (9,76 %), ainsi que l'hébergement et les services publics (9,14 %). Les transports (9,07 %) et les boissons alcoolisées et le tabac (8,59 %) ont également connu des hausses supérieures à la moyenne nationale. Selon Julio Romero, chef économiste de Corficolombiana, cette pause dans la désinflation pourrait se prolonger en juin.

En parallèle, le débat sur la réduction des taux d'intérêt s'intensifie, avec des propositions allant jusqu'à une baisse de 100 points de base, bien que les analystes estiment que les taux seront probablement ajustés à un rythme plus lent.

Dans le cadre de la relance, les investissements forcés sont considérés par le président Petro.

Lors de la convention bancaire du vendredi 7 juin, le président Gustavo Petro s'est déclaré favorable aux crédits accordés par l'Etat ainsi qu'aux investissements forcés dans le cadre de la relance économique du pays. **Cette idée avait préalablement été envisagée par le ministre des finances, Ricardo Bonilla, et s'inscrit dans le contexte d'un gouvernement en difficulté financière dû à un faible niveau**

de recettes. Ainsi, le président soutient l'usage des investissements forcés (impliquant une obligation des entités privées à fournir des fonds au gouvernement) pour stimuler la relance dans les secteurs de l'industrie, du logement, de l'agriculture et du tourisme. Le président a également insisté sur la nécessité d'agir rapidement pour éviter une récession économique.

La dette extérieure a augmenté de près de 5 % g.a. en mars 2024.

Selon la Banque de la République, en mars 2024, la dette extérieure de la Colombie a augmenté de 4,75 % g.a., atteignant 196 M USD, contre 187 M USD l'année précédente. **Cependant, lorsque la dette n'est plus considérée en valeur absolue mais relativement au PIB, les chiffres montrent une diminution de 2,7 points, passant de 53,5 % à 50,8 %.** En janvier, les engagements extérieurs se répartissaient en 113 338 millions de dollars pour le secteur public (29,3 % du PIB) et 82 942 millions de dollars pour le secteur privé (21,5 % du PIB).

Equateur

Le gouvernement présente son plan d'élimination des subventions à l'essence.

Le gouvernement a lancé des instances de dialogue avec les syndicats de transport et le mouvement indigène afin de présenter son plan de s'élimination des subventions aux combustibles et les compensations aux secteurs productifs et aux populations les plus vulnérables. **Selon le ministère des finances, 53% des subventions à l'essence, soit 330 MUSD (sur 631 MUSD au total) sont aujourd'hui dirigés vers la tranche de la population qui a des revenus supérieurs à 1800 USD par mois.** La loi des finances de 2024 prévoit des subventions aux combustibles (essence, gaz et diesel) équivalentes à 3,2 Mds USD. Les subventions au diesel et au gaz ne sont pas remises en question à ce stade.

La Chine a levé l'interdiction à exporter des crevettes à 9 entreprises équatoriennes.

La Chine a levé l'interdiction à exporter des crevettes à 9 entreprises équatoriennes, dont les cargaisons présentaient des traces de métabisulfite de sodium au-delà de ce qui était autorisé par les normes sanitaires en février et mars de cette année. Les entreprises qui exportent des crevettes devront désormais présenter en annexe du certificat d'exportation, des analyses en provenance d'un laboratoire qui certifie l'absence de cette composante. Cette levée des restrictions intervient au lendemain de l'entrée en vigueur de l'accord commercial entre la Chine et l'Equateur le 1 mai dernier.

Guyana

L'entreprise guyanaise Mohamed's Enterprise sanctionnée par les Etats-Unis pour corruption.

Ce mardi, les États-Unis, dans leur stratégie de lutte anti-corruption, ont imposé des sanctions à Nazar Mohamed, son fils Azruddin Mohamed et leur entreprise, Mohamed's Enterprise pour leur implication avérée dans des actes de corruption publique au Guyana. **Entre 2019 et 2023, Mohamed's Enterprise a délibérément omis de déclarer plus de 10 000 kilogrammes d'or dans ses importations et exportations, évitant ainsi le paiement de plus de 50 M USD de taxes douanières au gouvernement guyanais.** En outre, l'entreprise a versé d'importants pots-de-vin à des fonctionnaires gouvernementaux pour perpétuer et dissimuler ce stratagème.

La Banque mondiale approuve un projet de résilience climatique.

Banque mondiale a approuvé un projet visant à aider la Guyana à s'adapter au changement climatique et à atténuer les risques d'inondation dans ses régions côtières, bénéficiant à environ 320 000 personnes, soit environ 40 % de la population du pays, avec un accent sur les communautés les plus vulnérables.

Ce projet, projet de résilience et d'adaptation côtière est financé par une subvention de 45 M USD du Fonds d'investissement du Guyana REDD+, et se concentrera sur la réparation ou le remplacement de plus de 45 infrastructures de drainage.

Le Guyana figure parmi les pays les plus vulnérables aux impacts du changement climatique avec des pertes économiques potentielles pouvant dépasser 46,4 % du PIB du pays.

Pérou

Le PIB a augmenté de 1,4% au premier trimestre 2024.

Selon la Banque Centrale du Pérou (BCRP), le produit intérieur brut (PIB) du premier trimestre 2024 a enregistré une expansion pour la première fois depuis 2022, augmentant de 1,4% en glissement annuel au premier trimestre 2024. **Selon la BCRP, la reprise est attribuée à la demande intérieure (en augmentation de 2,1%), en particulier grâce au dynamisme de la demande intérieure privée et à l'investissement public.** En outre, ces composantes se sont mieux comportées qu'au trimestre précédent en raison de l'absence de conflits sociaux (comme au premier trimestre 2023), et d'une moindre incidence de l'inflation sur le revenu réel des ménages. Pour sa part, l'investissement public a renforcé la reprise de l'activité économique en augmentant de 39,9 % en glissement annuel. Cette forte hausse résulte de l'augmentation des dépenses à tous les niveaux de gouvernement, principalement aux niveaux régional et local.

Le Pérou pourrait devenir le huitième exportateur mondial de fruits.

Le ministère du Commerce extérieur et du Tourisme (Mincetur) a indiqué que, selon les perspectives actuelles, le Pérou terminerait l'année 2024 à la huitième place du classement des principaux pays exportateurs de fruits. Le pays occupe actuellement la neuvième place de ce classement.

Selon le ministère, les fruits emblématiques de l'agro-exportation péruvienne, tels que le raisin, l'avocat et la mangue, ont toujours un potentiel d'exportation. **Il convient de noter qu'en 2023, les exportations agroalimentaires péruviennes atteindront 141 marchés, tels que les États-Unis (35 % du total) et l'Union européenne (27 % du total).** Le ministère se réjouit également du fait que 67% de la chaîne d'exportation est constituée de petites et moyennes entreprises.

Suriname

Le Suriname est en voie de devenir une province pétrolière comparable au Guyana.

Wood Mackenzie, société d'analyse dans le domaine énergétique, estime que le Suriname pourrait devenir une nouvelle province pétrolière comparable au Guyana. **Les récentes découvertes de pétrole et de gaz, notamment par Petronas et Exxon, ainsi que par TotalEnergies et Apache Corp, ont révélé des réserves de taille significatives (établies à 2,4 Mds de barils).** Petronas et Exxon ont récemment trouvé du pétrole dans le bloc 52 ravivant les espoirs d'un boom pétrolier et gazier. La production commerciale pourrait commencer prochainement, avec Petronas et Exxon visant un rythme de 100 000 barils par jour. TotalEnergies prévoit une décision finale d'investissement pour son projet dans le bloc 58 d'ici la fin de l'année, avec une production prévue pour 2028.

Venezuela

Le Venezuela augmente ses capacités de production de carburant et de gaz grâce à une alliance stratégique avec l'Iran.

Le Venezuela a annoncé une collaboration renforcée avec l'Iran pour augmenter sa production de carburant et de gaz, avec l'appui de l'entreprise iranienne Hilavis Arina. Les efforts se concentreront sur l'augmentation de la production de gaz naturel, de gaz liquéfié de pétrole et de gazoline naturelle à partir des installations de San Joaquín (État d'Anzoátegui), Jusepín et Santa Bárbara (État de Monagas). Cette initiative, soutenue par le président Nicolás

Maduro, vise à renforcer les opérations de PDVSA Gas en intégrant des technologies avancées pour accroître la capacité de production.

Le Venezuela enregistre une production pétrolière de 910 000 barils par jour en mai, le niveau le plus élevé depuis 2019.

En mai, le Venezuela a signalé une production pétrolière moyenne de 910 000 barils par jour (bpd), marquant un regain significatif depuis 2019. Cependant, les données de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) diffèrent de celles rapportées par le gouvernement vénézuélien, indiquant une production moyenne de 822 000 bpd pour le même mois, soit 88 000 bpd de moins que les chiffres officiels. **Malgré cette divergence, le Venezuela a affiché la croissance de production la plus importante, parmi les pays de l'OPEP en mai, surpassant même les Émirats arabes unis avec une augmentation de 16 000 bpd.** Cette performance reflète une tendance à la hausse pour le secteur pétrolier vénézuélien, avec une moyenne de 823 500 bpd en avril et mai, supérieure de 7 500 bpd à celle du premier trimestre.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB prix courants (Mds USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2023	2024 e	2023	2024 p.	2024 p.	2024 p.	2022	Variation par rapport à 2021	Variation en fin de période, 2024 p.
Bolivie	12,1	49,3	2,5	1,6	-5,6	86,6	120	-2	4,8
Colombie	51,9	386,1	0,6	1,1	-3	54,4	91	-3	5,3
Equateur	18	121,6	2,3	0,1	0,9	n.a.	83	+12	1,5
Guyana	0,8	21,2	33	33,9	22,8	31,1	95	+13	3,5
Pérou	34,5	282,4	-0,6	2,5	-1,1	33	87	-3	2,4
Suriname	0,62	4,3	2,1	3	2,1	87,9	124	-25	14,2
Venezuela	29,7	102,3	-0,6	4,5	4,7	n.a.	119	+1	159,9
Argentine	45,6	604,3	-1,6	-2,8	0,9	86,2	48	-1	149,4
Brésil	204	2 331,3	2,9	2,2	-1,3	86,7	89	-2	3,79
Chili	19,6	333,77	0,2	2	-3,9	40,5	44	-2	3
Mexique	127,9	2 017	3,2	2,4	-0,7	55,5	77	+9	3,5

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.
jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Andrés BRAGANZA, John Anderson COLORADO, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA, Olympe MAHE

Abonnez-vous : jacques.robin@dgtresor.gouv.fr